



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ n° IC-21-059
imposant des prescriptions techniques complémentaires
à la société LOGISTIQUE NC à LOUVRES**

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') »

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 avril 2018 autorisant la société PANHARD DEVELOPPEMENT à exploiter un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de LOUVRES – ZAC de la Butte aux Bergers ;

Vu la lettre préfectorale du 5 février 2019 prenant acte des modifications des conditions d'exploitation sollicitées par la société PANHARD DEVELOPPEMENT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 donnant délégation de signature à M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu la lettre préfectorale du 28 octobre 2019 prenant acte du changement d'exploitant au profit de la société Logistique NC ;

Vu le porter à connaissance du 20 janvier 2020 par lequel la société LOGISTIQUE NC informe M. le préfet de son projet de modification des conditions d'exploitation des installations de son site de LOUVRES ;

Vu la visite d'inspection effectuée sur le site de la société LOGISTIQUE NC le 10 mars 2020 ;

Vu le rapport du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France – unité départementale du Val-d'Oise du 29 décembre 2020 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire adressé par courrier le 30 avril 2021 à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

Vu l'observation formulée par l'exploitant par courriel du 2 juin 2021 ;

Considérant que la société LOGISTIQUE NC exploite sur le territoire de la commune de LOUVRES un entrepôt logistique réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2018 susvisé ; que par courrier du 20 janvier 2020 susvisé, l'exploitant a porté à la connaissance de M. le préfet les modifications des conditions d'exploitation envisagées au sein de son site ; que les modifications projetées portent sur le déplacement du poste de transformateur, la création d'un bassin de gestion des eaux pluviales, la diminution du volume de la réserve d'eau du sprinklage et la modification de la répartition des volumes de rétention des eaux incendie ;

Considérant que les modifications sollicitées par la société LOGISTIQUE NC aux installations ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu toutefois, pour satisfaire aux demandes de l'exploitant, en application de ce même article R. 181-46 du code de l'environnement, de les encadrer par des prescriptions techniques complémentaires à celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2018 susvisé, dans les conditions prévues à l'article R. 181-45 de ce même code ;

Considérant que pour renforcer la lisibilité des dispositions auxquelles est soumise la société LOGISTIQUE NC pour le fonctionnement de ses installations, il convient de réaliser un arrêté consolidé prenant en compte également les modifications actées par les courriers préfectoraux des 5 février et 28 octobre 2019 susvisés ;

Considérant que la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ne s'avère pas nécessaire ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société LOGISTIQUE NC, dont le siège social est situé au Technoparc des Près – 35 Allée Lavoisier – VILLENEUVE D'ASCQ (59 650), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de LOUVRES (95 380) au sein de la ZAC « La Butte aux Bergers », les installations précisées ci-après :

Rubrique	AS,A,E ,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1510	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques	Le volume des entrepôts étant :	supérieur ou égal à 300 000 m ³	Quantité de matières combustibles 56 000 t Volume entrepôt : 351 250 m ³
1530	A	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public	Le volume susceptible d'être stocké étant :	supérieure à 50 000 m ³	113 000 m ³
532	A	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets	Le volume susceptible d'être stocké étant	Supérieur à 50 000 m ³	113 000 m ³

		répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public			
2662	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Le volume susceptible d'être stocké étant :	Supérieur ou égal à 40 000 m ³	92 000 m ³
2663-1	A	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	1. À l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :	supérieur ou égal à 45 000 m ³	92 000 m ³
2663-2	A	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :	supérieur ou égal à 80 000 m ³	92 000 m ³
2925	D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	supérieure à 50 kW	300 kW
4802-2	NC	Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 517/2014 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009	Équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire :	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 300 kg	
2910-A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	si la puissance thermique nominale de l'installation est	Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Inférieure à 2 MW

A (autorisation) ou S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (enregistrement) ou D (déclaration) ou DC (déclaration et contrôle) ou NC (non classé). Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 2 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté et des prescriptions techniques annexées, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de LOUVRES et peut y être consultée,

- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de LOUVRES pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,

- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95 027 – Cergy-Pontoise Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de LOUVRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy-Pontoise, le

15 JUIN 2021

Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général

Maurice BARATE